

Enfin l'ère postnucléaire

mercredi 13 juillet 2011, par [BECK Ulrich](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juillet 2011).

Ce qui suit présente certaines des recommandations d'experts ayant servi de base à la politique d'Angela Merkel, qui prévoit la mise en place d'alternatives au nucléaire d'ici à 2021. L'Allemagne pourrait montrer qu'une sortie de l'énergie nucléaire est une opportunité de créer une économie de pointe. « *Vous, les Allemands, vous êtes tout seuls* », dit le militant écologiste américain Stewart Brand, à propos des plans de sortie de l'énergie atomique ébauchés par l'Allemagne. Et il ajoute : « *L'Allemagne agit de manière irresponsable. Pour des raisons économiques, et compte tenu de la menace que font peser les gaz à effet de serre, nous ne pouvons pas renoncer à l'énergie nucléaire.* »

« *J'avais des doutes, mais Fukushima m'a convaincu de la valeur de l'énergie nucléaire*, renchérit l'éditorialiste du journal britannique *The Guardian*, George Monbiot. *L'accident n'a fait à ce jour aucun mort, et ce bien que les réacteurs nucléaires aient subi au Japon le test le plus rigoureux que l'on puisse imaginer : l'un des pires tremblements de terre jamais survenus, et le tsunami qu'il a déclenché. Voilà pourquoi j'aime l'énergie nucléaire.* »

Ce serait toutefois commettre une lourde erreur que de supposer qu'en faisant le choix politique du tournant énergétique l'Allemagne rompt avec le concept européen de la modernité et se tourne vers les racines obscures et forestières supposées de l'histoire intellectuelle allemande.

Ce qui est en train de prendre le pouvoir, ce n'est pas cette légendaire irrationalité allemande, mais la foi dans la capacité d'apprentissage et dans la créativité de la modernité face aux risques qu'elle a elle-même engendrés.

Pour étayer leur verdict, les partisans de l'énergie nucléaire font appel à une notion du risque imperméable à l'expérience et comparent de manière irréfléchie l'ère de la première industrialisation à l'ère nucléaire. La rationalité du risque part du principe que la pire des hypothèses peut devenir réalité et que les précautions que nous devons prendre doivent être choisies dans cette perspective. Lorsque la charpente d'une maison brûle, les pompiers arrivent, l'assurance rembourse, on prodigue les soins médicaux nécessaires, etc.

Appliqué aux risques de l'énergie nucléaire, ce schéma impliquerait que, même dans le pire des cas, notre uranium n'irradierait que quelques heures, et non des milliers d'années, et qu'il ne serait pas nécessaire d'évacuer la population d'une grande ville voisine. C'est bien entendu absurde.

Continuer, après Tchernobyl et Fukushima, à affirmer que les centrales nucléaires françaises, britanniques, américaines, chinoises, etc., sont sûres, c'est refuser de voir que, d'un point de vue empirique, c'est la conclusion inverse qui s'impose : s'il y a une certitude, c'est celle du prochain accident nucléaire majeur.

Affirmer qu'il ne peut pas y avoir de risque zéro dans les grandes installations techniques de production d'énergie (ce qui est exact) et en tirer la conclusion que les risques courus dans le cadre d'une utilisation propre du charbon, de la biomasse, de l'énergie hydraulique, du vent et du soleil, ainsi que de l'énergie nucléaire, sont certes différents, mais comparables, c'est nier le fait que nous savons ce qui se produit lorsqu'un cœur nucléaire entre en fusion.

Nous savons combien de temps persiste le rayonnement radioactif, quelles lésions le césium et l'iode infligent aux hommes et à l'environnement, et combien de générations auront à souffrir si jamais le pire arrivait. Et nous savons que les énergies alternatives ou renouvelables ne font courir aucun de ces risques dont les conséquences ne s'arrêtent à aucune limite temporelle, géographique ou sociale. Prendre comme aune du risque le nombre de décès relevés, comme le fait M. Monbiot, revient à masquer cette réalité.

Et la question de l'assurance ? Etrangement, dans l'empire de l'économie de marché, l'énergie nucléaire a été la première industrie socialiste d'Etat, au moins pour ce qui concerne le coût à payer pour les erreurs. Les profits vont dans des poches privées, mais les risques sont socialisés, c'est-à-dire assumés par les générations futures et les contribuables. Si les entreprises de l'énergie nucléaire étaient contraintes de contracter une assurance spécifique à l'atome, la fable de l'électricité nucléaire à bon marché ne serait plus qu'un souvenir.

Appliquée à l'énergie nucléaire au début du XXI^e siècle, la notion de risque que l'on pouvait utiliser au XIX^e siècle est une catégorie morte-vivante qui nous rend aveugles à la réalité dans laquelle nous vivons. Ce qui est irrationnel, ce n'est pas de sortir de l'énergie nucléaire, mais de continuer à la défendre après Fukushima : cette attitude se fonde sur une notion périmée du risque, qui refuse de tirer les leçons de l'expérience historique.

Aucune autre nation industrielle n'a connu une ascension aussi rapide que l'Allemagne. Alors, ce tournant n'est-il pas le fruit d'un mouvement de panique injustifié ? A la longue, l'énergie nucléaire deviendra plus chère, l'énergie renouvelable meilleur marché. Mais l'essentiel est que celui qui continuera à laisser toutes les options ouvertes n'investira pas. Dans ce cas, l'Allemagne ne réussira pas à négocier le virage énergétique. En d'autres termes : l'angoisse qui anime les Allemands n'est pas dépourvue de ruse.

Ils flairent les opportunités économiques qui s'attachent aux marchés liés à l'avenir. En Allemagne, le tournant énergétique se résume à un mot en quatre lettres : « jobs ». Un cynique dirait : laissez donc les autres continuer à ne pas avoir peur - cela leur vaudra une stagnation économique et des erreurs d'investissements. Les partisans de l'énergie nucléaire se barrent eux-mêmes le chemin des marchés du futur parce qu'ils n'investissent pas dans la voie alternative que constituent les matériaux économisant l'énergie et les énergies renouvelables.

La situation au début du XXI^e siècle est comparable à d'autres ruptures historiques dans l'approvisionnement énergétique. Que l'on s'imagine ce qui se serait passé si les hommes, voici deux siècles et demi, au début de la première révolution industrielle, avaient envoyé au diable ceux qui leur conseillaient d'investir dans le charbon et l'acier, les machines à vapeur, les métiers à tisser et, plus tard, les chemins de fer. Ou bien, il y a cinquante ans, s'ils avaient rejeté en parlant d'« angoisse américaine » l'idée que les Américains puissent investir dans les microprocesseurs, les ordinateurs, Internet.

Nous sommes face à un moment historique du même ordre. Celui qui exploitera ne serait-ce qu'une partie du désert pour y produire de l'énergie solaire pourrait couvrir les besoins énergétiques de toute la civilisation. Nul ne peut être propriétaire de la lumière du soleil, nul ne peut le privatiser ou le nationaliser. Chacun peut exploiter cette source d'énergie pour son propre compte et en profiter. Quelques-uns des pays les plus pauvres du monde disposent de cette « richesse solaire ».

L'énergie solaire est démocratique. L'énergie nucléaire est par nature antidémocratique. Celui qui tire son énergie d'une centrale nucléaire se fait couper le courant s'il ne paie pas sa facture. Cela ne peut pas arriver à celui dont l'énergie provient de capteurs solaires installés sur sa maison. L'énergie solaire rend les gens indépendants.

Bien entendu, ce potentiel de liberté qui s'attache à l'énergie solaire remet en question le monopole de l'énergie nucléaire. Pourquoi les Américains, les Britanniques et les Français, eux qui accordent une telle valeur à la liberté, sont-ils incapables de voir quelles conséquences émancipatrices pourrait avoir le tournant énergétique ?

On proclame partout la fin de la politique, et on la déplore. Paradoxalement, la perception culturelle du risque peut provoquer l'effet contraire, c'est-à-dire la fin de la fin de la politique. Pour le comprendre, on peut revenir à la vision qu'exposait le philosophe américain John Dewey, dès 1927, dans *Le Public et ses problèmes* (Gallimard, 2010). Selon lui, une opinion publique internationale et assez forte pour créer une communauté ne naît pas de décisions politiques, mais des conséquences de décisions qui posent des problèmes vitaux à la perception culturelle des citoyens.

Un risque perçu impose ainsi la communication entre des personnes qui, sans cela, pourraient ne rien avoir à faire les unes avec les autres. Il impose des obligations et des frais à ceux qui cherchent à le faire disparaître. Ce que beaucoup croient devoir dénoncer comme une hyperréaction hystérique au « risque » de l'énergie nucléaire est au contraire une démarche vitale offrant l'opportunité d'un virage énergétique allant de pair avec un virage démocratique.

Les stratégies d'action qu'autorise le potentiel de catastrophe lié à l'énergie nucléaire, perçu sous l'angle de la civilisation, mettent à bas l'ordre qu'a produit l'alliance néolibérale entre le capital et l'Etat. Face à la catastrophe nucléaire, les Etats et les mouvements de la société civile acquièrent de nouveaux pouvoirs, dès lors qu'ils font apparaître de nouvelles sources de légitimité. L'industrie nucléaire perd les siens dès lors que les conséquences de décisions liées aux investissements ont mis la vie de tous en péril. A l'inverse, une coalition d'un nouveau genre entre les mouvements de la société civile et l'Etat, telle que nous pouvons l'observer en Allemagne, constitue sa chance historique.

Du point de vue politique aussi, ce changement de trajectoire a un sens. Seul un gouvernement conservateur et proche des milieux économiques peut négocier un tel virage énergétique, dès lors que les plus bruyants adversaires de cette mutation sont issus de ses propres rangs. Celui qui critique la décision allemande de sortir de l'économie nucléaire pourrait être victime de l'erreur de la chenille, qui, sortant de la chrysalide, en déplore la disparition, sans se douter encore qu'elle deviendra le papillon des énergies renouvelables.

Ulrich Beck

P.-S.

* Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. Article paru dans le Monde, édition du 10.07.11. | 09.07.11 | 13h59.

* Ulrich Beck est sociologue et philosophe. Né en 1944, à Stolp, aujourd'hui Slupsk en Pologne, il est l'auteur notamment de « La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité » (Aubier) et, avec Edgar Grande, de « Pour un empire européen » (Flammarion, 2007). Il a été nommé membre du comité spécial d'experts par la chancelière Angela Merkel, à la suite du désastre de Fukushima.